“ Faut-il frapper les enfants ? ”

Deux enquêtes de l'Association du mariage chrétien durant l'entre-deux-guerres

Pascale Quincy-Lefebvre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/46>

DOI : 10.4000/rhei.46

ISBN : 978-2-7535-1639-7

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 1999

Pagination : 175-192

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Pascale Quincy-Lefebvre, « “ Faut-il frapper les enfants ? ” », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 2 | 1999, mis en ligne le 30 juillet 2010, consulté le 03 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/46> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.46>

“Faut-il frapper les enfants ?”

Deux enquêtes de l’Association du mariage chrétien durant l’entre-deux-guerres

**Pascale
Quincy-
Lefebvre⁽¹⁾**

La loi de 1898 réprimant la violence à enfants met en mot l’intolérable.⁽²⁾ Elle est un moment dans l’histoire du partage entre violences privées autorisées ou condamnées, une étape dans celle de la sensibilité d’une société à la violence à enfants. Le rapporteur du projet de loi précise alors qu’il s’agit de sanctionner les parents dénaturés mais « *elle ne saurait atteindre les parents ou les tuteurs dans leur droit de correction* ». ⁽³⁾ Ne sont pas poursuivis les auteurs de douleurs passagères n’ayant pas occasionné de blessures

L’étude qui suit prend pour sujet les violences dites ordinaires car associées au droit de correction des pères dans la législation. L’histoire racontée est celle de l’implication de quelques familles dans des débats orchestrés par l’Association du mariage chrétien autour du thème des châtiments corporels dans l’éducation familiale durant l’entre-deux-guerres. Leurs réflexions indiquent des glissements dans le tolérable autour de la violence à enfants mais montrent également l’extrême division qui, sur un tel sujet, peut exister dans des milieux apparemment proches. Avec les limites qui sont les siennes (la faiblesse de l’échantillon, les caractéristiques d’un milieu bien particulier), l’information ainsi découverte propose une histoire vue d’en-bas de ce rapport à la violence ordinaire entretenu par une population engagée dans une “civilisation des mœurs”. Sous un angle limité, peut alors être étudié en quels termes un public particulier aborde la légitimité du recours à la violence physique dans l’éducation. Les indices repérés, s’ils sont autant de marqueurs des divisions d’une culture, invitent à voir des parents, qui, par-delà le poids des interrogations liées à leur foi, rejoignent le camp de ceux que de nouvelles attentes travaillent.

(1) Maître de conférences, Clermont-Ferrand II.

(2) La loi de 1898 fait de la détention d’une autorité sur l’enfant violenté une circonstance aggravante pour l’auteur du délit. Les premiers visés sont les parents du mineur qu’il soit battu, privé de soin, d’aliment.

(3) H. LAURENT, *Les Châtiments corporels*, Thèse de droit, 1912, p. 241. Reprise des propos du rapporteur à la Chambre des députés, M. de Folleville.

L'ÉMOTION ET LE DOUTE

La loi de 1898 est une loi de protection de l'enfant qui poursuit la figure de l'adulte monstrueux dans sa relation d'extrême violence avec le mineur ou d'absence de soin. Elle a pour sujet l'enfant-martyr dont s'empare la presse, tel le petit Grégoire, maltraité, abandonné sous un porche et dont la dépouille émeut la foule parisienne. Plus de trente ans après, l'émotion est toujours présente pour dénoncer la violence institutionnelle ou familiale lorsque, sous la plume du journaliste Alexis Danan ou sous les lumières du cinéma, se dessinent d'autres figures d'enfants maltraités, celles des jeunes délinquants dans les bagnes pour enfants, ou celle imaginaire du héros de Jules Renard, la victime Poil de carotte. À la même époque, François Mauriac se montre sensible à la limite des interdits et dénonce dans la presse l'hypocrisie de l'opinion, laquelle, après des émotions bien passagères, légitime par son silence le martyr plus discret d'une enfance ordinaire, trop souvent victime de comportements éducatifs plus que rigides... : après avoir reconnu que l'« *indignation du public auquel la presse fournit, à l'heure du petit déjeuner, son enfant martyr quotidien, est certes légitime...* », il poursuit en remarquant que « *Ce qui fait frémir, c'est que la presse ne divulgue que les cas extrêmes* » et finit par poser ces questions : « *Où finit la correction ? Où commence le martyr ?...des milliers d'enfants peuplent un enfer qui ne fait pas de bruit.* »⁽⁴⁾

(4) François MAURIAC, "Enfants martyrs", *Le Figaro*, 10 janvier 1936.

Néanmoins, s'il est vrai que les lois de 1889 et de 1898 appuient des normes plus qu'elles ne les renouvellent, leur adoption appartient à cette ère du doute qui associe, dans le discours, au désir de protéger l'enfant la suspicion en direction de l'autorité du père. La fin d'une innocence voulue par et contre les familles en quelque sorte. Et alors que les familles populaires sont suspectées, que la société s'interroge sur son rapport à l'autorité, une presse d'éducation toujours plus fournie atteint un public en quête d'informations.

DES LIEUX POUR ÉDUIQUER

Le souci porté à l'éducation familiale par les Eglises dans une société laïcisée trouve dans l'édition un moyen d'évangélisation. Livres, congrès, revues, émissions de radio, se multiplient dans les années trente, qui, avec la caution des autorités religieuses, se proposent d'éduquer les parents. L'Association du mariage chrétien, créée à Paris durant la Première Guerre mondiale par l'Abbé Viollet (1875-1956), porte cette ambition. Elle a pour but de « *promouvoir le respect des lois du mariage, source de la fécondité et de défendre l'institution matrimoniale catholique en lui rendant toute son efficacité morale, sociale et religieuse* ». ⁽⁵⁾ À côté d'autres activités, elle est à l'origine de revues qui invitent un public de militants catholiques à construire un foyer chrétien. Tout en proposant un parcours balisé par des références à la culture catholique, les revues ⁽⁶⁾ deviennent un lieu d'échanges entre un monde d'experts et des familles qui s'interrogent lorsque, à la tradition, au contenu de l'histoire sainte, une société oppose le modèle de la famille libérale, inégalement partagé par une bourgeoisie elle-même divisée.

Durant l'entre-deux-guerres, dans les revues de l'AMC, à plusieurs reprises, la place à accorder aux châtimements corporels dans l'éducation chrétienne devient objet de débats. À la même époque, cette forme de punition a su conserver une place de choix dans l'économie des sanctions de nombreuses familles. Vécu par beaucoup de parents comme un mal nécessaire, décrit par d'autres comme une erreur, un archaïsme, il tend durant l'entre-deux-guerres à échapper au débat public une fois posé par des autorités le principe de sa condamnation ou du moins celui de ses limites.

Pour une part, le monde catholique rompt ce silence. Des espaces de débats ont été parcimonieusement ouverts dans des revues, congrès pour savoir s'il fallait ou non exclure le châtiment corporel des sanctions déployées dans les familles chrétiennes ou préciser des règles strictes d'application. Le lieu d'étude retenu (les revues de l'AMC adressées aux familles et aux éducateurs) est certes particulier mais il fait surgir des échanges ailleurs plus souterrains. À côté de quelques courriers isolés, ou de commentaires d'ouvrages, le thème est plus précisément débattu en 1922-1923 et en 1936-1937 au point que la rédaction permet

(5) Art.1 des statuts de l'AMC, repris par Henri ROLLET, *Jean Viollet. Homme de l'avenir*, Paris, éditions Beauchesne, 1978, p. 95.

(6) *Le Bulletin de l'AMC* éclate dès 1925 en publications spécialisées (*Le Prêtre et la famille, Pour les jeunes gens, Pour les jeunes filles*). Les lettres étudiées sont celles extraites du *Bulletin de l'AMC*, puis celles publiées dans la revue de l'association destinée aux laïcs adultes intitulée *Pour les parents et les éducateurs*, éditée tous les deux mois.

l'intrusion du lecteur dans des colonnes jusque là réservées aux experts. La place accordée à cette discussion accompagne l'attention portée à l'éducation des parents dans différents milieux.

Durant l'entre-deux-guerres, parmi les catholiques, dans une tradition pour une part renouvelée, le temps est au développement ou à la création d'associations qui font de l'éducation familiale un cheval de bataille ou un thème à aborder.⁽⁷⁾

L'Abbé Jean Viollet est l'un de ces prêtres qui redoutent l'isolement de leurs ouailles dans une société de plus en plus laïcisée. Il partage avec d'autres catholiques sociaux l'idéal d'un monde organisé autour de la famille chrétienne. L'engagement familialiste de celui qui fut vicaire de la paroisse Notre-Dame-du-Travail dans le quartier de Plaisance se traduit sur un plan social et sur un plan confessionnel avec d'une part, dès 1902, la création d'une société du logement ouvrier qui, par la suite, eut sa place dans les œuvres sociales du Moulin vert, d'autre part avec la fondation de l'AMC. Son biographe Henri Rollet⁽⁸⁾ le dépeint comme un éternel organisateur qui n'a pas hésité à s'opposer aux grandes associations de défense de la famille.⁽⁹⁾ Tout en relevant l'audace de ses initiatives, Martine Sevegrand décrit ce catholique engagé comme un homme de son temps dont l'entreprise s'inscrit pleinement « *dans le projet de christianiser toute la vie que les mouvements d'Action catholique ont porté entre les années 1920 et 1960* ». ⁽¹⁰⁾ Les morales conjugales, familiales, sont au cœur des revues et ouvrages impulsés par ce prêtre du diocèse de Paris dans le cadre de sa croisade au service de la défense sociale et morale de la famille.

L'engagement des autorités catholiques dans l'éducation des parents reprend l'idée de patronage et s'ouvre sur l'Action catholique en accordant une place croissante à l'activisme des laïcs sous la surveillance des clercs. Peut être cité l'exemple du patronage du Bon conseil dans la paroisse parisienne de Saint François-Xavier qui, sous la direction de l'abbé Esquerré, organise à partir de 1908 des *cours de pédagogie* pour les mères des jeunes patronnés.⁽¹¹⁾ Durant l'entre-deux-guerres, les associations paroissiales de mères chrétiennes sont des relais au service de la morale familiale de l'Eglise. Mais apparaissent également des associations plus autonomes, spécifiquement centrées sur l'éducation des

(7) Par exemple, au début du XX^e siècle, de nombreuses femmes catholiques se retrouvent dans des ligues féminines. La fédération la plus importante est alors celle de la Ligue patriotique des françaises qui, en 1910, groupe 450.000 adhérentes.

(8) Henri ROLLET, *ibid.* En attendant la thèse en cours de Hervé GUILLEMET sur l'Abbé Viollet.

(9) Création, en 1908, par le catholique et capitaine Simon Maire, de la Ligue populaire des pères et mères de familles nombreuses : 1500 sections en 1914.

1921 : constitution de la Fédération nationale des associations de familles nombreuses.

familles, comme *l'école des parents* créée en 1928 à Paris, mais qui, dès les années trente, possède des filiales dans quelques grandes villes du pays. Cherchant à diffuser des méthodes nouvelles d'éducation, cette dernière réunit des grands noms du catholicisme social, des experts (médecins, psychologues, moralistes...) de l'éducation, parmi lesquels figure l'Abbé Viollet, et organise des congrès, des *cours d'éducation familiale*... fréquentés par un public restreint appartenant à la bonne bourgeoisie catholique parisienne ou provinciale.

Pour une part, tout en recherchant l'édification du croyant, l'inflation associative à partir de la fin du XIXe siècle répond à la concurrence engagée avec les associations laïques organisées autour de l'école républicaine.⁽¹²⁾ Elle rencontre des parents soucieux d'engagement religieux et interpellés par les changements sociaux et culturels introduits dans le rapport à l'enfant. Engagés dans des associations confessionnelles ou non confessionnelles, ces hommes et ces femmes sont en demande de services.

APPRENDRE

L'investissement affectif et scolaire dans une société qui valorise des compétences individuelles débouche sur des exigences de performance éducative que l'exemple de la tradition ne suffit pas à satisfaire. La demande des parents est entretenue par un marché de l'enfance alimenté par des experts ou conseillers qui créent ou vulgarisent un savoir s'inspirant des développements d'une psychologie de l'enfant en construction depuis la fin du XIXe siècle.⁽¹³⁾ Cette absorption par les familles de divers conseils pédagogiques a été préparée par l'attention portée à la petite enfance et la diffusion de conseils de puériculture. Ces nouveaux savoirs modifient l'approche de l'enfant. Alors que le grand combat est de sauver des vies, la puériculture est une manifestation de cette tentative de discipliner, de rationaliser la vie dans la famille. Elle se présente comme une science et fait des connaissances enseignées par des professionnels un but à atteindre pour le bon parent. Cette exigence de savoir s'impose à la mère comme elle pèse sur la ménagère. Des

1919 : l'Abbé Viollet fonde la Confédération générale des familles, au programme moins exclusivement nataliste et juridique, et qui en appelle à une rénovation morale de la famille.

À partir de 1925, le mouvement familial est porté par le puissant groupe de pression organisé autour du général de Castelnau : la Fédération nationale catholique.

Voir la thèse de R. TALMY, *Histoire du mouvement familial en France 1896-1939*, Lille, Aubenas, 1962.

(10) Martine SEVE-GRAND, *L'Amour en toutes lettres. Question à l'abbé Viollet sur la sexualité (1924-1943)*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 9.

(11) *Congrès français d'éducation familiale*, Paris, éd. Office familial ménager, 1922, p. 189.

(12) Par exemple, fin XIXe, dans le Sud-Ouest et dans la région pari-

sienne, sont organisées, à l'initiative d'inspecteurs primaires, des réunions de parents. En 1903, c'est la fondation d'une Union nationale des parents éducateurs sous l'égide de la Ligue de l'enseignement.

(13) Françoise MAYEUR, dans *L'Enseignement et l'éducation en France*, t. 4, Paris, Nouvelle librairie de France, 1981, précise que la publication en 1882, par l'Allemand W. Preyer, de l'ouvrage *L'Âme de l'enfant* marque le véritable essor de la psychologie de l'enfant et le développement d'une observation scientifique de ce sujet particulier.

(14) L'abbé Viollet est par ailleurs à l'origine d'une des premières initiatives en matière de formation sociale, en fondant, dès 1908, l'Ecole libre d'assistance. Après diverses réalisations, c'est la création, en 1926, par le fonda-

parallèles s'imposent avec d'autres initiatives qui caractérisent ce début du XXe siècle, comme la diffusion de l'OST (Organisation scientifique du travail) ou la professionnalisation du travail social avec par exemple l'institution du diplôme d'État d'assistante sociale en 1932.⁽¹⁴⁾ Dès l'entre-deux-guerres, tout un discours invite les parents, plus précisément les mères, à acquérir des compétences spécifiques, à concevoir leur intervention auprès de l'enfant sous l'angle d'une véritable profession. L'enfant-parfait est posé comme l'objectif, et des intermédiaires, extérieurs à la famille, définissent les codes d'une éducation réussie, d'une socialisation efficace, devant apporter équilibre et bonheur. Dans des milieux privilégiés ou de classes moyennes, le bon parent prend les traits du parent instruit qui, à la tradition, préfère le conseil des experts.

Cette responsabilisation du parent à travers une moralisation et une première psychologisation des rapports qui l'unissent à l'enfant n'épargne pas les familles catholiques. Le catholicisme est une pédagogie, l'Eglise invite les éducateurs à façonner l'enfant parfait afin de répondre à la mission confiée par Dieu. Un discours religieux a pu préparer les familles à recevoir les nouveaux savoirs sur l'enfant. Spécialistes de l'âme, certains ecclésiastiques, moralistes chrétiens s'emparent des nouvelles connaissances ou s'entourent de personnalités compétentes pour conseiller les familles. C'est le cas de l'abbé Viollet qui, par exemple, utilise les services de l'abbé Jeanjean, psychologue, professeur à l'Institut catholique de Paris. De même, l'Ecole des parents fait appel à des professionnels, qu'ils soient médecins, psychologues ou intéressés par la psychanalyse comme André Berge.⁽¹⁵⁾ À l'AMC, la fonction de conseil est justifiée par un discours qui fait de l'éducation, de la moralisation du mineur une tâche à enseigner aux parents pour aider à son salut. Elle accompagne un discours religieux qui accorde une place croissante à des thèmes comme l'attention portée à la personne, l'apprentissage de la volonté, l'éducation à la pureté, tout cela ayant une place dans une véritable théologie du couple et de la famille.⁽¹⁶⁾

Dans un environnement plus large, celui des débats dans une société démocratique sur les formes à donner à l'autorité, la question des sanctions dans l'éducation est abordée de façon récurrente par les associations, dans les revues catholiques pour les familles. La réflexion engagée peut

aboutir à poser le problème des châtiments corporels dans l'économie de la répression. Les revues de l'AMC ont la particularité de faire appel aux expériences de leurs lecteurs pour enrichir le débat. Deux temps de fixation des échanges ont été organisés par la publication : en 1922-1923 et en 1937.

DES LECTEURS INTERPELLÉS

En 1922, alors que l'association compte moins de 2.500 membres, la question est posée dans la revue⁽¹⁷⁾ après avoir été abordée dans les cercles d'études mis en place par l'association.⁽¹⁸⁾

Parmi les justifications, figure la publication du livre de l'Abbé Henri Morice intitulé *l'art de commander aux enfants*⁽¹⁹⁾ qui, en 1923, en est à sa troisième édition. Au fil des pages, l'auteur condamne une éducation « dans le coton »⁽²⁰⁾ qui ne prépare pas l'enfant à affronter les difficultés de la vie, à assumer la défense de la patrie. Il s'emploie à présenter la souffrance comme un mal nécessaire à la préparation du futur adulte. Cette affirmation le conduit à consacrer un chapitre de son ouvrage à « *l'apologie du fouet* », après avoir dénoncé dans un passage précédent « *la peur de faire souffrir* » d'une société à la sensibilité décrite comme excessive.

Les lecteurs du *Bulletin de l'AMC* sont consultés afin de faire connaître leur opinion et leur expérience sur le thème : « *l'usage des punitions corporelles dans l'éducation* ». Tout en maniant la forme interrogative, les enquêteurs imposent un cadrage aux intervenants en liaison avec la position défendue par la revue et son fondateur, l'Abbé Viollet : « *les punitions corporelles ne sont-elles pas le seul moyen de briser l'orgueil de certains enfants robustes et plein de forces qui ne veulent jamais “céder”... N'y-a-t-il pas, même si on est partisan des punitions corporelles, une manière bonne et une autre mauvaise de les appliquer ?* ».⁽²¹⁾

Quinze ans plus tard, la question est à nouveau débattue dans la revue, devenue depuis 1925 *Revue pour les parents et les éducateurs*. Une nouvelle fois, ce sont des publications qui servent de prétexte à la discussion, en particulier l'ouvrage d'Anne-Marie Couvreur intitulé *L'éducation par la mère*. L'auteur se présente comme catholique et exper-

teur de la CGF et de l'AMC, de l'Ecole d'action sociale familiale. L'école est agréée, par un arrêté ministériel du 25 avril 1933, pour former au diplôme d'assistante sociale. À cette même époque, les buts annoncés par l'établissement sont de former « *des assistantes sociales tout particulièrement orientées vers l'organisation de la famille, base essentielle de l'ordre familial* ».

(15) Voir, sur ce point, l'article de Brigitte BOUQUET, “Ecole d'action sociale familiale”, *Vie sociale*, n° 1-2, 1995, p. 25-36.

(16) André BERGE, diplômé de philosophie, est l'auteur, en 1936, de *L'Education familiale*. En 1945, après avoir été externe dans les services d'un des pères de la psychiatrie infantile, le docteur Heuyer, il soutient une thèse de médecine sur *Le Facteur psychique dans l'énurésie*. Il est un

des fidèles collaborateurs de l'*Ecole des parents*. Voir l'ouvrage de Claudine et Pierre GEISMANN, *Histoire de la psychanalyse de l'enfant. Mouvements, idées, perspectives*, Paris, Payot, 1992.

(17) Par exemple, Jean Rimaud, SJ, rédacteur aux *Études*, aumônier scout, prononce sur *Radio-Luxembourg*, du 1^{er} au 29 décembre 1935, six "causeries" sur le thème *Le Christianisme et le respect de l'enfant*, durant lesquelles il condamne la méthode du "dressage", rappelant que l'enfant n'est pas un animal; causeries publiées aux éditions J. Vautrain, dans une collection "collège et famille" dirigée par le chanoine Henri Pradelle, directeur de l'école Massillon de Paris.

(18) C'est à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle que se crée un véritable marché de l'édition en direction

te en éducation familiale. Dans la revue de l'AMC, la polémique est ouverte par un curé alsacien qui, dans un courrier des lecteurs en 1936, met en cause la défense par l'éducatrice des châtiments corporels en éducation et plus encore les mises en scène jugées contraires au respect de la pudeur du mineur lors de l'application de la sanction. La revue se saisit du problème et invite d'autres lecteurs à s'exprimer sur ces thèmes.

La présentation du débat diffère pour une part de celle de 1922-1923. Alors que, dans le premier débat, les lecteurs étaient avant tout invités à s'exprimer sur les modalités de la punition corporelle, en 1937, la discussion est davantage organisée en partant des inconvénients associés à certaines pratiques. En fait, le contenu des interventions révèle que, dès 1922, la direction avait été dépassée par sa base, les lecteurs ayant déjà organisé leurs réponses en fonction de ce clivage.

ESQUISSE D'UNE POPULATION

Que ce soit en 1922-1923 (8 lettres) ou en 1937 (6 lettres), certains détails peuvent être saisis afin de situer ce lectorat au contour particulier qui, dans le cadre de ces enquêtes aux ambitions limitées, fait connaître son opinion.

Comme abonnés des revues de l'AMC, les auteurs des courriers peuvent être rangés dans un public de catholiques soucieux d'harmoniser leur vie avec leurs convictions religieuses. Ce sont des hommes, des femmes, engagés dans la cause familiale et soucieux de faire de leur foyer, de leurs institutions des lieux d'éducation chrétienne. Membres d'une association, ils militent en faveur d'un catholicisme social et soutiennent une organisation qui, à travers l'adoption d'un certain nombre de positions, a pu apparaître comme non-conformiste dans le monde chrétien de l'entre-deux-guerres. Cette perception tient en particulier à la place faite dans l'association, par l'Abbé Viollet, à la réflexion engagée sur la sexualité.⁽²²⁾ La revue est alors vécue par certains catholiques comme un lieu à part, où peuvent être débattues des questions qui, ailleurs, sont tabous. Dans les limites d'un espace reconnu, parfois avec réserve, par la hiérarchie catholique, les auteurs des courriers appartiennent à une élite que l'on peut présenter comme avancée.

Dans les courriers, peu d'indications sont fournies sur les origines sociales des intervenants. Lorsqu'un détail est apporté, il renvoie le plus souvent à des milieux sociaux intermédiaires ou aisés. Les auteurs les plus précis sont ceux qui évoquent une ascension sociale après avoir rappelé leur origine modeste. Etudiant un ensemble de courriers plus fourni, en partie non publié et portant sur les questions sexuelles, Martine Sevegrand note la même incertitude tout en relevant la qualité de l'expression écrite qui semble exclure les représentants des milieux trop défavorisés.⁽²³⁾ L'abonnement à la revue, l'engagement dans une association catholique, l'appropriation de l'écrit, la maîtrise du temps dans leur rapport éducatif à l'enfant peuvent apparaître comme des indices sociaux qui n'enferment pas ces hommes et ces femmes dans un milieu restreint tout en permettant de justifier une analyse qui écarte les extrêmes.

Plus de précision peut être apportée en ce qui concerne le sexe des auteurs. Le renseignement est obtenu par le genre utilisé dans les courriers publiés, alors même que certaines lettres sont anonymes. Ces détails, et quelques autres, permettent de conclure à un public en majorité masculin lors de la première enquête en 1922-1923 (6 hommes et 2 femmes) alors que les femmes dominent le panel de 1937 (1 seul homme sur 6 auteurs). À côté du hasard statistique (d'autant plus important que le groupe étudié est restreint), quelques explications peuvent être avancées. En 1922-1923, c'est un public masculin qui répond à une enquête qui suit la publication d'un ouvrage écrit par un homme, et dont le titre *L'Art de commander aux enfants* renvoie à l'univers de l'autorité masculine. Dans le second cas, l'échantillon reflète un monde de fidèles catholiques pratiquants, alors majoritairement féminin, et accompagne le commentaire d'ouvrages rédigés par des femmes et présentés comme des traités d'éducation adressés aux mères.⁽²⁴⁾ L'évolution générale de la composition des membres de l'AMC, si elle avait été connue, aurait pu être un critère essentiel pour comprendre les différences observées. Soucieux d'élaborer une théologie du couple, l'Abbé Viollet n'a pas cherché à s'adresser à un sexe en particulier, ce qui différencie son association des assemblées de pères ou de mères. Nous pouvons formuler l'hypothèse que, née dans le sillage des mouvements familiaux

des familles. Celui-ci se consolide durant l'entre-deux-guerres au grand profit de certaines maisons d'édition catholiques. L'Abbé Viollet crée sa propre maison et publie ou fait publier de nombreux ouvrages d'éducation.

(19) Ces cercles d'études rassemblent, après un office commun, des couples de l'association dans une salle mise à leur disposition par un établissement privé (en 1923, des réunions sont organisées à l'école Bossuet) pour débattre autour de sujets d'étude comme : de l'autorité et de la soumission entre époux, de la liberté de conscience, les responsabilités mutuelles dans l'éducation des enfants...

(20) Henri MORICE, *L'Art de commander aux enfants*, Maison Aubanel, Avignon, 3e édition, 1923.

(21) *Ibid.*, p. 206-207.

(22) *Bulletin de l'AMC*, n° 25, sept-oct 1922.

(23) Voir l'ouvrage de Martine SEVEGRAND, *Les Enfants du bon Dieu. Les catholiques français et la procréation au XXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1995.

(24) Martine SEVEGRAND, *L'Amour en toutes lettres. Question à l'abbé Viollet sur la sexualité (1924-1943)*, Paris, Albin Michel, 1996.

investis par les hommes, l'association a pu profiter par la suite d'un engagement croissant des femmes durant l'entre-deux-guerres, alors même que l'éducation s'affirmait comme un des piliers de l'action développée par l'abbé. Un parallèle peut être établi avec l'École des parents qui, à la même époque, déplore le caractère très féminin du public réuni lors de ses cercles d'études ou congrès. Dans les deux cas, les ambitions des organisateurs ne réussissent guère à contrarier une politique des rôles qui fait du temps de la mère celui pouvant être investi par la réflexion sur l'éducation, alors que celui, plus réduit, du père n'est que le passage de l'autorité. D'abord recherchée pour apporter des soins au nourrisson, c'est tout naturellement la mère qui rencontre l'expert en éducation.

Dans le *Bulletin de l'AMC*, qui devient *Revue pour les parents et les éducateurs*, les lecteurs parlent de leur expérience avec l'enfant, qui n'est pas forcément celle du géniteur. Si c'est le cas du plus grand nombre, d'autres se présentent, qui comme directeur d'une institution d'enfants, qui comme éducatrice. Enfin, certains parlent en tant que parents et d'autres comme grands-parents. Tous font référence pour se présenter à une fonction d'éducation.

Une fois rassemblés, les courriers des deux enquêtes permettent de dégager trois attitudes qui, pour une part, reflètent les divisions du monde catholique de l'époque. À côté des positions extrêmes, qui sont celles des inconditionnels des punitions corporelles ou des opposants affirmés, figure une famille aux contours difficiles à dégager, pouvant être identifiée comme celle des "non, sauf si...".

LES RÉSISTANTS

Les inconditionnels partent en croisade car ils sentent leurs positions menacées. En opposition avec une culture officielle qui condamne de plus en plus le châtement corporel, ils sont 6 sur 14 lecteurs à défendre activement et publiquement le procédé. Presque tous (5), et tous des hommes, le font en 1922-1923. Dans les écrits de l'époque, il y a là une attitude de plus en plus marginale tant la pratique du châtement corporel est entrée dans le non-dit parmi les classes moyennes et supérieures. Ce repli de

l'opinion vient de la progression de nouvelles valeurs dans une société qui se veut démocratique, libérale, et que le traumatisme de la Grande Guerre perturbe. Si, avant le conflit, dans le cadre de la correction des jeunes délinquants, l'ouvrage du Docteur Lejeune, intitulé *Faut-il fouetter les apaches?* et publié en 1909, peut encore trouver des soutiens dans les milieux officiels, après 1918, sans aller jusqu'à renoncer à la peine de mort, la société, qui n'a pas encore évacué toutes ses violences, entend davantage célébrer la protection et proclamer l'inconvenance de la situation faite aux jeunes prisonniers. Dans un climat moins favorable à la défense du châtiment dans l'éducation, le contenu des revues de l'AMC témoigne que des plages d'expression sont encore possibles pour les défenseurs des manières fortes, à commencer par des organes catholiques. Si, dans les années trente, des catholiques peuvent toujours défendre de telles pratiques, c'est qu'ils ont l'impression de pouvoir disposer d'un support idéologique. Cette référence qui fait défaut à d'autres, c'est en particulier celle des écritures saintes ou plus largement celle de la tradition pour des gens que le discours moderniste ne séduit pas forcément.

Presque tous les lecteurs défendant le principe des punitions corporelles font référence aux écritures et à un passé sacralisé. Ils appuient leur démonstration sur l'exemple de leurs parents et le contenu de la Bible appréhendée de façon littérale. Ils saluent le succès qu'a été leur éducation, et certains utilisent leur réussite sociale pour valider un modèle et rendre hommage à la tradition. Des exceptions peuvent être citées. Un père justifie le recours aux châtiments corporels par le récit de l'échec éducatif de ses parents qu'il explique par la faiblesse et le désintérêt que ceux-ci lui manifestaient. Dans tous les cas, au nom des supposés intérêts de l'enfant, les parents se posent en résistants dans une société envahie par une sensibilité assimilée par certains à de la décadence. Ces hommes et ces femmes envisagent l'éducation comme une reproduction de ce qui a réussi dans un monde immobile. Ils construisent leur certitude sur la conviction que le modèle est intemporel, car naturel puisque divin. Dieu confie aux parents non seulement une autorité mais un modèle d'autorité, pour une part codifié par les écritures où sont présentes des scènes de châtiments corporels. L'un tient à préciser

(25) Il s'agit de l'ouvrage d'Anne-Marie COUVREUR, *L'Éducation par la mère*, Paris, Gabriel Beauchesne, 1926, et de celui d'A. C. JEGLOT, *Pour les parents et pour les maîtres. L'art d'être éducatrice*, Paris, Spes, 1931.

(26) *Bulletin de l'AMC*, n° 27, jan-fév 1923, p. 4.

(27) En 1911, le livre du docteur O'FOLLOWELL, *Des Punitions chez les enfants*, primé par la Société d'hygiène de l'enfance et dans lequel l'auteur tente de justifier l'usage des châtimens corporels, est préfacé par Maurice Barrès.

(28) Expression utilisée par exemple par R., dans sa lettre publiée dans le *Bulletin de l'AMC*, n° 27, jan-fév 1923, p. 1.

que le 4^{ème} commandement impose aux parents le devoir de *corriger* l'enfant qui ne se soumettrait pas au devoir d'obéissance et qu'il n'est pas question pour lui de donner à ce mot « *un sens métaphorique* ». ⁽²⁵⁾

La prise de parole pour défendre ce qui est présenté comme un modèle d'éducation peut explicitement ou implicitement être associée à un choix de société conservatrice, voire réactionnaire qui englobe une conception autoritaire des relations familiales ⁽²⁶⁾ et la croyance dans un Dieu terrible qui punit. L'autorité est voulue alors sans concession car portée par l'ambition, encore exprimée par Pie XI en 1929 dans son encyclique *Divini illius magistri* sur l'éducation chrétienne de la jeunesse, de créer la perfection. Les auteurs citent le 4^{ème} commandement, justifient le principe d'une *obéissance absolue* ⁽²⁷⁾ imposée par Dieu aux enfants à l'égard de leurs parents et font de la crainte un ressort de l'amour et du respect filial.

Dans des écrits plus généraux, la justification des châtimens corporels peut être assise sur une conception volontairement pessimiste de l'enfant. Sans remonter aux écrits des pères de l'Eglise, il est possible de citer, au milieu du XIX^e siècle, les interventions d'un des pères de la sociologie, le catholique Frédéric Le Play qui, dans son étude sur la famille, compare l'enfance à « *une invasion intestine de petits barbares qui ramènent sans relâche tous les mauvais instincts de la nature* ». ⁽²⁸⁾ De même, dans leurs sermons, des prêtres continuent à faire référence à la marque du péché originel pour justifier une éducation sévère, suivant en cela l'enseignement de Pie XI qui, dans l'encyclique déjà citée, rappelle que celle-ci s'adresse à un homme déchu. Néanmoins, les quelques courriers de lecteurs de l'AMC ne reprennent pas cette approche et tendent plutôt à mettre en cause des erreurs éducatives (en particulier celles de femmes laissées seules pendant la guerre) plutôt qu'une nature originellement pervertie pour expliquer la faute et justifier le châtiment. Ils défendent dans la punition physique l'efficacité d'une pratique sur un plan moral. Celle-ci passe par la reconnaissance d'une autorité sortie renforcée, la souffrance qui accompagne l'expiation, la mise en scène qui détruit l'orgueil du fautif. Chez certains, un discours plus moderniste, justifié par des avis médicaux, célèbre dans la pratique une hygiène qui agit comme une grande purge des humeurs.

Durant l’entre-deux-guerres, un discours valorisant la pratique régulière des châtiments corporels a toujours publiquement sa place dans l’Eglise et dans la société. Si des certitudes s’expriment fréquemment sur ces points dans les courriers des années vingt, la défense est plus nuancée dans les lettres plus tardives. Les critiques sont plus fréquentes dans les courriers des années trente.

LES OPPOSANTS

À l’opposé des résistants, il y a ceux qui privilégient dans leur courrier la critique des châtiments corporels (4 courriers sur 14, dont 3 sur les 6 de la 2ème tranche). Les positions défendues par ces lecteurs peuvent être rapprochées de celles de l’essayiste Ernest Legouvé qui, dans un ouvrage à succès à la fin du Second Empire,⁽²⁹⁾ a pu décrire le châtimement corporel comme un archaïsme dont ne pouvait plus faire usage un père devenu simple monarque constitutionnel.

Dans ces courriers, la famille est vue comme ne pouvant ignorer l’avènement d’une société nouvelle, égalitaire et libérale. Cette nécessité de vivre avec son temps est posée comme un impératif idéologique mais aussi quasi biologique. Les nouveaux rythmes de la vie dans une société industrielle fragilisent l’individu et, dès lors, l’enfant est décrit comme doté d’une nature moins résistante que celle de ses aînés. Pour ces gens (proportionnellement plus nombreux en 1937 qu’en 1922-1923 à condamner cette forme de sanction et plutôt de sexe féminin), les châtiments corporels peuvent devenir un danger lorsqu’ils sont dispensés à des enfants rendus nerveux par la vitesse des temps modernes. Une telle approche mise sur la nécessaire adaptation des méthodes à l’époque, elle légitime de nouvelles pratiques tout en ne condamnant pas celles du passé. Les lecteurs font donc preuve d’une certaine prudence ; il ne s’agit pas pour eux de condamner les écritures. La nécessité de rejeter les punitions corporelles est justifiée par des connaissances nouvelles sur l’enfance, la société, pour la conviction que l’autorité peut s’appuyer sur d’autres sentiments et moyens pour s’imposer.

(29) Frédéric LE PLAY,
*L’Organisation de la
famille selon le vieux
modèle signalé par l’histoire
de toutes les races et tous les
temps*, Paris, Tequi, 1871,
p. 105.

(30) Ernest LEGOUVE, *Les Pères et les enfants au XIXe siècle*, 2 t., Paris, J. Hetzel, 1867, 1869.

(31) Voir l'intervention de Dominique JULIA, "L'Enfance entre absolutisme et Lumières, 1650-1800", in Egle BECCHI et Dominique JULIA (dir.), *Histoire de l'enfance en occident du XVIIIe à nos jours*, Paris, Seuil, 1998, p. 24.

(32) Voir les travaux de Jean DELUMEAU, en particulier *Le Pêché et la peur, la culpabilisation en occident XIII-XVIIIe*, Paris, Fayard, 1988. À partir des écrits d'Alphonse de Liguori, se diffuse dans le monde catholique un modèle de foi qui, délaissant l'image du Dieu terrible, vengeur et qui punit, donne une préférence croissante à un Dieu avant tout amour. Approche qui progresse en France, surtout à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle avec les

À côté de la prise en compte de la psychologie individuelle ou collective des mineurs (mise en cause de procédés qui avilissent l'âme de l'enfant), certains auteurs renvoient à l'existence d'un inconscient, allant jusqu'à évoquer les conséquences néfastes des pratiques ainsi réprouvées sur la personnalité en construction du mineur, voire sur sa sexualité. Tout en étant tues, sans que l'on sache si c'est par prudence ou ignorance, les travaux d'Adler ou de Freud ont pu influencer directement, ou plus sûrement indirectement, des approches qui sont, à cette époque, celles d'une minorité avertie. La critique porte alors sur le geste ou les rites qui accompagnent parfois la punition corporelle. En particulier, les courriers renvoient à une polémique récurrente qui tient à l'opportunité revendiquée par certains de pratiques humiliantes (comme la ritualisation de l'exposition publique des parties de l'enfant) accompagnant le châtement physique. La découverte d'une sexualité chez le mineur, l'écho d'un discours religieux sur l'apprentissage de la pureté sont utilisés par des lecteurs pour stigmatiser des pratiques que des éducatrices comme Mme Couvreur continuent pourtant à recommander.

Plus généralement, la critique des châtements corporels dans l'éducation repose sur la dénonciation de leur inefficacité et de leur dangerosité. Les parents défendent alors un modèle d'autorité qui ne doit pas passer par la violence physique. Ils ne font que reprendre des réflexions parcourant tout un discours depuis l'Antiquité en passant par Jean-Baptiste de Lassalle pour arriver aux théoriciens de l'éducation nouvelle. Est alors défendu un modèle d'éducation définissant une « *paternité raisonnable* »⁽³⁰⁾ qui joue sur la mobilisation, présentée comme rationnelle, du corps et de l'esprit de l'enfant, obtenue par une action de perpétuelle surveillance et l'intériorisation de normes au détriment d'un rapport physique livré aux passions.

Les lecteurs qui s'approprient cette approche bénéficient alors de toute une littérature qui, en faisant de la figure du bon Dieu⁽³¹⁾ une référence, invite les parents à adoucir leurs rapports avec l'enfant,⁽³²⁾ à rechercher dans l'éducation la révélation d'une personnalité autonome à construire.⁽³³⁾ Ce sens de la personne s'appuie sur des valeurs catholiques comme le libre-arbitre. Les parents sont invités à appliquer une obéissance raisonnée qui, à l'exigence toujours posée, associe une part d'explication et d'échanges.

D'ailleurs, le souci de préserver la relation avec l'enfant afin de faire du foyer le lieu d'un amour pacifié⁽³⁴⁾ participe à cette construction de la famille moderne décrite par Edward Shorter dans son étude sur le XIXe et XXe siècles.⁽³⁵⁾ Plus largement, les positions retrouvées durant l'entre-deux-guerres s'intègrent dans une histoire du temps long, dans laquelle il est possible de lire, depuis le XVIe siècle, une valorisation de nouvelles relations éducatives, la définition d'« *un nouvel art de punir* », l'adoption de « *formes de punitions qui investissent le corps de manière moins immédiatement physique* ». ⁽³⁶⁾ Ces évolutions atteignent une société bourgeoise perturbée dans sa relation au corps, mais qui cherche également dans la séparation du public et du privé le moyen de se préserver des lieux intimes où l'individu peut s'épanouir.

Le rejet de toute forme de châtement corporel selon des arguments spirituels et temporels, quelle que soit la situation, n'est jamais posé comme principe intangible dans les courriers étudiés. Si certains privilégient la condamnation dans le discours tenu, d'autres préfèrent insister sur les exceptions à légitimer.

“LES NON SAUF SI”

Les quatre lecteurs pouvant se glisser sous cette étiquette justifient les restrictions qu'ils apportent dans leurs critiques par un nécessaire pragmatisme. L'attitude qu'ils adoptent est largement celle des experts qui s'expriment dans les revues de l'AMC.

Nombreuses sont alors les élites catholiques à mettre en garde les parents contre les dérives de l'individualisme, du matérialisme et les dangers d'une abdication de toute forme d'autorité dans le foyer. Fort de cette certitude, un Abbé Viollet répète aux familles que leur mission est de faire de l'enfant « *un être parfait à l'image de Dieu* ». ⁽³⁷⁾ Cet objectif est présenté comme une priorité, ce qui autorise différentes pratiques éducatives pourvu que le résultat soit atteint. « *La bonne sanction est celle qui obtient le résultat souhaité, la sanction mauvaise celle qui n'aboutit à aucun changement* ». ⁽³⁸⁾ Par cette citation, l'Abbé Viollet s'associe à ceux qui esti-

courants ultramontains.

(33) Voir l'ouvrage du vicaire F. HEBRARD, *Verges ou persuasions*, publié en 1909 à la Librairie des catéchismes. S'adressant à des prêtres-éducateurs, l'homme d'Eglise constate, p. 20, qu'autrefois l'éducateur frappait le corps pour atteindre l'âme, alors que maintenant « *c'est le corps qui garde la porte de l'âme* ».

(34) En 1932, l'Ecole des parents organise un congrès sur le thème “De la personnalité. Formation et conduite”. La fondatrice, Mme Vérine (pseudo-nyme de l'épouse d'un médecin), prend la parole pour préciser : *Aujourd'hui, il ne suffit pas seulement d'avoir des enfants bien élevés... Il s'agit d'avoir des enfants à personnalité forte susceptibles de jouer un rôle actif et bienfaisant dans l'action qui se prépare* ». Compte rendu du congrès de 1932, publié en 1933, p. 186.

(35) Dans une formule qui peut surprendre son auditoire, André BERGE n'affirme-t-il pas, en 1931, lors d'un congrès de *l'Ecole des parents* sur "la jeunesse" : « *il faut que les enfants soient les amis de leurs parents* » (p. 67).

(36) Edward SHORTER, *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil, 1977.

(37) Eirick. PRAIRAT, *Techniques et pratiques punitives dans les petites écoles et collèges en France (XVI-XIXe siècles)*, Thèse de sciences de l'éducation, Nancy, 1991, p. 377 (travail publié sous le titre *Eduquer et punir*, PU de Nancy, 1994).

(38) Abbé Jean VIOLLET, *Les Sanctions dans l'éducation*, Paris, Mariage et famille, 1931. Une définition qui était déjà celle de Mgr. Dupanloup, plus d'un demi-siècle auparavant, dans ses ouvrages sur l'éducation et le mariage. S'adressant aux familles,

ment que la fin justifie en partie les moyens. Il se démarque de la position de la fondatrice de l'École des parents qui, à la même époque, condamne ouvertement et globalement ces modes de sanction.

Des hommes d'Eglise, comme le fondateur de l'AMC, justifient également l'usage particulier des punitions corporelles par l'incompétence des parents incapables de maîtriser les nouvelles méthodes. C'est aussi la position de ce curé d'Alsace, lecteur de la revue *Pour les parents et les éducateurs* de l'AMC, qui, en 1936, ne peut que regretter que « *mise à part la théorie, en pratique la correction physique de l'enfant est de coutume un peu partout dans nos foyers chrétiens* » et que « *beaucoup de parents n'ont guère les qualités pour pouvoir se passer complètement de ce moyen qui, certes, n'est pas toujours à réprouver* ». ⁽³⁹⁾ Ces affirmations sont associées néanmoins à la reconnaissance de normes explicites ou implicites ; il y a le tolérable et l'intolérable, même si la frontière est parfois flottante, reflet de sensibilités différentes...

Les lecteurs classés dans la catégorie des « *Non sauf si* » posent un certain nombre de principes pour justifier l'ambivalence de leurs propos. Ils reconnaissent les défauts de la méthode, présentée comme une forme inférieure de sanction, mais acceptent des usages particuliers selon la théorie du moindre mal. Dans le cas de la correspondance étudiée, plus que la présence d'un fonds originellement mauvais, les éducateurs, les parents mettent en cause des caractères rebelles qui rendent nécessaires des traitements appropriés. Par ailleurs, est posée la question de la petite enfance. Celle-ci est facilement décrite sous la forme d'un *petit animal* ou sous l'aspect d'un petit primitif encore non touché par la raison. Avec cet être de nature, la relation passe par le dressage et ne peut s'établir que par les sens. ⁽⁴⁰⁾ Par là, les parents justifient la nécessité du contact physique que sont les punitions corporelles lorsqu'ils doivent imposer leur autorité. Domine dans ces lettres une conception de la petite enfance qui associe des connaissances traditionnelles à un savoir ressenti comme scientifique, où la prise en compte d'une nature sensualiste rejoint une théorie des comportements basée sur l'activité-réflexe. La pratique du châtiment corporel sur le jeune enfant peut alors être présentée comme une nécessité incontournable, tant présente que future, pour préparer l'éducation sans sanction posée comme modèle. Dans les

courriers, ce peut être l'âge de trois ans ou celui de huit ans qui sont avancés comme terme de cette étape. Chez d'autres, ce peut être la fin de l'enfance, tant est encore présente l'idée d'une obéissance qui ne peut être discutée pour aboutir à une éducation raisonnée.

L'exception peut également naître de la forme. La passion doit être exclue, et des interdits sont prononcés afin de construire un acte éducatif qui ne mette pas en péril la santé morale et physique de l'enfant. Ce *savoir-punir* est à la base de l'intervention d'un médecin, membre du comité administrateur de la revue, le docteur Henri Abrand qui écrit pour défendre la fessée occasionnelle et bannir la gifle, trop impulsive (« *elle est un réflexe qui soulage plus qu'une manifestation de justice* »)⁽⁴¹⁾ et dangereuse pour les centres vitaux de l'enfant.⁽⁴²⁾ Il y a là l'évaluation d'une « *cartographie du corps battu* »⁽⁴³⁾ qui traduit l'acceptation d'un moindre mal de la part d'un homme de science soucieux d'éduquer parents et enfants et proposant des modèles de conduite qui transigent entre l'idéal et le quotidien. Intervient le souci de voir dans l'enfant un pécheur à corriger, mais également un individu à respecter dans ses particularités et sa pudeur.

Le nombre limité de lettres réduit la pertinence des comparaisons à tirer d'une telle étude. Tout au plus, c'est par la confrontation avec d'autres indices,⁽⁴⁴⁾ obtenus à partir d'autres sources, qu'il est possible d'avancer des conclusions partielles.

Le contenu des lettres révèle la diversité des opinions dans une population que lie la participation à une même association religieuse. La coexistence de plusieurs énoncés sur les formes d'expression de l'autorité dans la famille reflète des instants où filtrent des différences dans le rapport avec la société environnante, dans le lien social ou personnel entretenu avec la foi. La division entre conservateurs et libéraux a une part de pertinence et est pour une autre part inefficace. Car si, pour certains, la condamnation de la punition corporelle naît du souci d'exercer une autorité moins absolue, différente dans ses attendus, elle est, chez d'autres, davantage associée à un discours centré sur la performance qui assimile la pratique à une forme de sanction inférieure et dépassée. Les deux attitudes pouvant tout à fait se retrouver chez un même individu.

La mise en parallèle des deux corpus de lettres indique des glisse-

l'ecclésiastique leur rappelle que « *l'éducation que vous lui donnerez n'a qu'un but, c'est d'achever en lui la ressemblance divine* », in Mgr DUPANLOUP, *Le Mariage chrétien*, Paris, Ch. Douniol, 1875 (4e édition), p. 5.

(39) Abbé Jean VIOLLET, *op. cit.*, p. 64.

(40) Courrier d'un curé d'Alsace, *Pour les parents et les éducateurs*, n° 108, juillet 1936, p. 164.

(41) Position partagée par de nombreux pédagogues ou psychologues. Voir par exemple la thèse complémentaire de P. MENDOUSSE, *Du Dressage à l'éducation*, Paris, Alcan, 1909, mais aussi l'ouvrage du R. P. Ch. De MAILLARD-DOZ qui répète que « *le dressage doit précéder l'éducation* », *Les sept péchés capitaux de l'enfance*, Paris, Maison de la Bonne presse, 1928, p. 49.

(42) Courrier du docteur ABRAND, *Bulletin de l'AMC*, n° 26, nov-

déc 1922, p. 8.

(43) Pour le docteur O'FOLLOWELL, *op. cit.*, p. 87 : « *la face humaine, voisine du cerveau centralisant les organes des sens, est en rapport direct et intime avec l'âme* ».

(44) Eirick PRAIRAT, *op. cit.*, p. 376.

(44) Voir, par exemple, l'étude de Anne-Marie SOHN sur les violences à enfants, réalisée à partir des archives judiciaires dans *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2 t., 1996.

(45) Voir, par exemple, les travaux de Noëlle GEROME, auteur d'une thèse *Le Bonheur inquiet. L'information pédagogique des familles par la presse spécialisée*, Thèse de 3e cycle, Paris V, 1978, 254 p. (hors annexes), et le développement d'une presse de masse consacrée aux fonctions éducatives de la famille à partir des années 1960.

ments dans les jugements des lecteurs. La principale observation trouve ses marques dans le recul du camp des résistants entre 1922-1923 et 1936-1937. Cette situation peut être rapprochée d'un autre phénomène : la féminisation des auteurs dans la deuxième série. L'étroitesse de l'échantillon limite la pertinence d'analyses aussi globales que celles mettant en cause des changements de mentalités. Tout au plus, le plus grand silence des hommes peut être saisi comme un indice du plus grand discrédit pesant sur certaines formes d'autorité et de sanction. De façon plus générale, qu'elles soient croyantes ou incroyantes, les familles sont plus nombreuses à faire connaître leurs doutes qu'à en appeler aux mérites de la tradition. Le repli des certitudes dans des milieux inégalement touchés laisse entrevoir de beaux jours au marché de l'éducation familiale prêt à s'emparer du souci de normalité des parents.⁽⁴⁵⁾